

Il est temps de quitter le bateau

(PUBLICITÉ)



**M. JEAN-PIERRE
PLOURDE**

Si, comme moi, vous réalisez que:

- On nous a volé notre liberté au référendum de 1995 par des stratégies guerrières relevant plus de la dictature que de la démocratie.
- L'approche commune est un simulacre de négociations ou aucun représentant de notre majorité ne défend nos intérêts.
- M. Charest, comme fédéraliste et parachuté d'Ottawa, va faire de nous des nègres blancs canadiens.
- Les lois et règlements canadiens nous concernant, ne cherchent qu'à nous diminuer et à réduire notre importance.
- On est en train de voler notre âme, nos actifs et nos emplois.
- Même notre métropole veut fermer nos régions, note 3.
- La survie des autochtones et la paix sociale ne seront assurées que par un respect mutuel des aspirations des peuples qui partagent les mêmes territoires.
- Un fort pourcentage de nos impôts sont retenus à Ottawa et utilisés contre nous, note 1.
- La discrimination dans les fonds de recherche et les emplois rémunérateurs va s'amplifier à nos dépens.
- On a été trompé par nos partis politiques.
- Ça va beaucoup trop loin!

**Nous n'avons plus rien à perdre,
ce pays nous fait la guerre.
Notre dignité, notre liberté et nos droits
fondamentaux sont affectés**

J'en ai plein le **pompon** des partis politiques.
La fédération nous retourne au lendemain
de la conquête.

Réveillons-nous!

- Rejetons publiquement le référendum de 1995. Les preuves de violations et de malversations sont accablantes. On nous a volé et

on continue de le faire.

- La stratégie de la fédération vise à nous faire porter le chapeau du racisme dont nous sommes les victimes lors des graves troubles sociaux dorénavant inévitables.
- Décrétons l'approche commune comme nulle et non avenue parce que non démocratique.
- La métropole nous rejette publiquement. Invitons



toutes les régions, autres que Montréal, à faire partie d'un nouveau pays du Québec, note 2. **Trouvons la formule que diable, on est des êtres intelligents!** S'il faut briser ce pays, faisons-le maintenant et s'il faut se défendre, on le fera pour nous, au lieu d'envoyer nos enfants se faire tuer en Afghanistan pour défendre la liberté des autres, note 5.

- Demandons maintenant des appuis internationaux dans un nouveau projet de pays des régions et organisons un référendum sous la surveillance internationale. On s'occupera de Montréal après! Si la métropole ne veut pas de nous, Québec n'attend que cela pour prendre la place.

M. le maire Jean Tremblay, Saguenay possède les infrastructures et pourrait piloter un tel projet, la Conférence Régionale des Élus (CRE) serait utile. Il est temps de mettre le poing sur la table! J'ai le goût de faire «Tremblay» tout le Québec. Pas vous!

Joyeuses Fêtes

Jean-Pierre Plourde, citoyen

www.saglacweb.com

Faites vos commentaires à: saglac@gmail.com



Notes:

- Un peuple dépouillé de ses territoires, de ses actifs et aux pouvoirs réduits sera toujours perdant devant la fédération. Il n'aura jamais le rapport de force en sa faveur qui lui permettrait de récupérer efficacement son déficit fiscal de son «partenaire».
- Prenons aux mots Stéphane Dion, «Si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi».
- Les régions ont la main sur le robinet des ressources qui alimente l'économie de la métropole. Une grande partie des emplois de Montréal sont redevables aux régions.
- La fédération veut nous transformer en une grosse communauté culturelle migrante et sans droits particuliers, c'est gros comme le nez dans le visage, réagissez, faites-le pour l'avenir de vos enfants! Je vous invite à lire mon texte, «Vivre libre ou disparaître» sur mon site, vous allez comprendre.
- Le Canada veut faire de nous des Palestiniens d'Amérique. Comment peut-il prétendre faire la lutte au terrorisme en agissant comme un agent provocateur chez lui!
- Sans votre appui, ce texte pourrait très bien être le dernier, n'attendez pas le messie, aide-toi et le ciel t'aidera!
- Ce texte est financé par des intérêts privés, non subventionné et indépendant de tout parti politique. Il représente exclusivement l'opinion du signataire.